



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Comité d'éthique

Le comité d'éthique

à

**Monsieur Luc Frieden
Premier ministre**

et

**Monsieur Gilles Roth
Ministre des Finances**

Luxembourg, le 17 novembre 2023

Objet : **Avis du comité d'éthique relatif à la liste soumise au comité d'éthique et au Premier ministre par Monsieur Gilles Roth, Ministre des Finances en date du 14 novembre 2023.**

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le Ministre,

Vu l'article 7 du règlement interne du Gouvernement.

Vu la liste établie par Monsieur le Ministre en application de l'article 2 du Code de déontologie des membres du Gouvernement qui est entrée au secrétariat du comité d'éthique en date du 14 novembre 2023.

En application du Code de déontologie, il appartient au comité d'éthique d'émettre un avis au sujet d'éventuels conflits d'intérêts pouvant résulter des renseignements figurant sur la liste dont question ci-dessus et les missions confiées au ministre.

Un conflit d'intérêts au sens du susdit Code existe lorsqu'un membre du Gouvernement a un intérêt personnel qui pourrait influencer ou influence l'exercice impartial et objectif de ses fonctions.

Monsieur Gilles Roth est appelé à exercer les fonctions de Ministre des Finances. Les missions ainsi confiées à Monsieur Gilles Roth sont définies dans le règlement interne du Gouvernement.

Les renseignements énoncés par Monsieur le Ministre sur la liste soumise à Monsieur le Premier ministre et dont le comité a pris acte, ne comprennent aucun élément apparent et tangible d'un conflit d'intérêts au sens de l'article 4, paragraphe 1^{er} du Code de déontologie des membres du Gouvernement.

Le comité relève toutefois qu'au vu de la multiplicité et de la diversité des décisions et interventions d'un ministre au cours de son mandat, tout membre du Gouvernement qui constate qu'il s'expose à

Adresse postale :
Comité d'éthique
p/a Ministère d'État
L-2910 Luxembourg

Contact :
(+352) 2478-2160
sec.comiteethique@me.etat.lu

un conflit d'intérêts est tenu, conformément au paragraphe 2 du susdit article, de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour y remédier.

Le comité d'éthique